

Dossier de campagne de la CSI – Un fonds mondial pour la protection sociale est possible

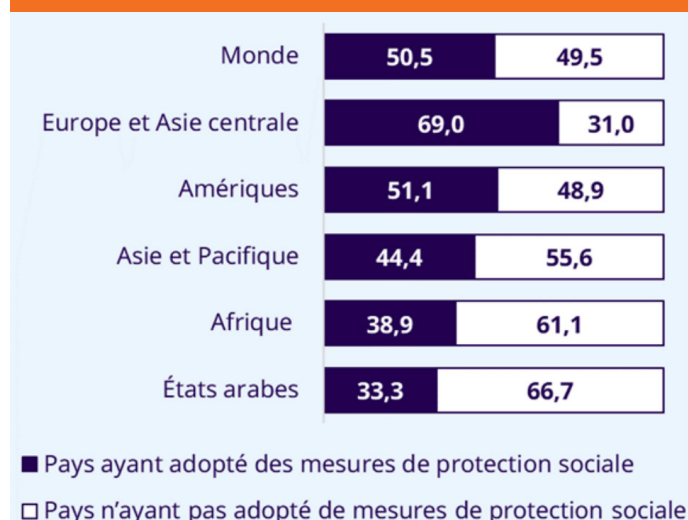
La protection sociale – la base de la stabilité mondiale à l'ère de la Covid-19

La pandémie de Covid-19 a subitement révélé la fracture mondiale qui sépare ceux qui possèdent une protection sociale universelle, y compris les protections en matière de santé et de revenu, et ceux qui n'en possèdent pas.

Dans un trop grand nombre de pays les plus pauvres du monde, les travailleurs des secteurs formel et informel ont fait le choix de rester chez eux, à regarder leur famille mourir de faim ou tenter de trouver un travail, malgré le risque réel que représente le coronavirus pour leur vie et celle des membres de leur communauté. L'OIT estime que la Covid-19 a déjà entraîné la perte de l'équivalent de 255 millions d'emplois à temps plein et 130 millions d'emplois supplémentaires pourraient être supprimés en 2021. En outre, elle a provoqué une augmentation de la demande auprès des systèmes de soins de santé, d'allocations de chômage et de maladie.

Un grand nombre de gouvernements ont renforcé leurs systèmes de protection sociale en réponse à la crise, mais les efforts ont été inégaux, les pays à faible revenu ne disposant pas d'une assise budgétaire suffisante pour le faire.

Figure 1: pourcentage de pays avec et sans programmes de protection sociale en réponse à la Covid-19, par région



Source: OIT. [Moniteur de la protection sociale dans le contexte de la Covid-19](#) (18 avril 2020).

La protection sociale est essentielle pour la sécurité des êtres humains et la justice sociale. Elle constitue le pilier fondamental de sociétés pacifiques engagées en faveur de la prospérité partagée. Elle forme la base du développement économique et renforce la résilience face aux bouleversements personnels, nationaux ou mondiaux.

Un socle de protection sociale englobe, parmi d'autres besoins identifiés au niveau national, une sécurité élémentaire du revenu, y compris les transferts en espèces si nécessaire; les retraites pour les personnes âgées; les prestations d'invalidité; les allocations de chômage et les aides aux personnes sans emploi; la protection de la maternité; et les prestations pour enfants.

Par ailleurs, et tout aussi important, l'accès universel aux services sociaux essentiels est vital – notamment les soins de santé, l'éducation, l'eau, les installations sanitaires et le logement.

Soutien des Nations unies pour la protection sociale

Il y a bientôt dix ans, les Nations unies approuvaient le principe ambitieux d'une protection sociale universelle, développé dans le [rapport Bachelet](#) «*Socle de protection sociale pour une mondialisation juste et inclusive*».

Les normes de l'OIT en matière de sécurité sociale offrent un cadre d'orientation pour les systèmes nationaux de protection sociale, au travers de la [Convention 102 de l'OIT](#) et de la [Recommandation sur les socles de protection sociale \(n° 202\) de 2012](#), adoptées par 184 pays.

L'[Objectif de développement durable 1.3 des Nations unies](#) consiste à mettre en place des systèmes et des socles de protection sociale pour tous et à offrir d'ici 2030 une couverture substantielle aux personnes pauvres et vulnérables.

Malgré ces avancées mondiales, moins de la moitié de la population de notre planète a aujourd'hui accès à une forme ou une autre de protection sociale et moins d'un tiers bénéficie de systèmes complets conformes aux normes internationales du travail. La grande majorité de la population mondiale ne bénéficie donc d'aucune protection en cas de nécessité, de crise économique nationale ou mondiale, de ravages causés par une pandémie mondiale ou d'autres phénomènes météorologiques extrêmes.

Arguments économiques en faveur de la protection sociale

Les systèmes de protection sociale contribuent à la construction des économies et constituent les fondements de la résilience des populations face aux bouleversements futurs.

La sécurité sociale est un outil important pour prévenir et réduire la pauvreté, les inégalités, l'exclusion sociale et l'insécurité sociale, promouvoir l'égalité des chances et l'égalité des genres et des races, et favoriser la transition de l'emploi informel vers l'emploi formel.

Garantir un accès à la sécurité sociale représente un investissement offrant aux individus les moyens de s'adapter aux changements et aux bouleversements qui surviennent dans l'économie et sur le marché du travail. Les systèmes de sécurité sociale agissent comme des stabilisateurs sociaux et économiques automatiques. Ils contribuent à stimuler la demande globale en période de crise (et au-delà) et à faciliter la transition vers une économie plus durable.

Les pays où les niveaux d'égalité sont aujourd'hui les plus élevés au monde disposent de systèmes de protection sociale universelle, créés au moment de développer leurs économies, alors qu'ils étaient confrontés à des niveaux de pauvreté extrêmes. Les pays qui ont fait le choix politique de financer la protection sociale ont également jeté les bases de la richesse partagée. Ces mêmes pays ont aujourd'hui une capacité de résilience systémique leur permettant d'atténuer les effets directs des bouleversements mondiaux et de limiter l'impact social et économique de la Covid-19.

Solidarité mondiale pour combler le déficit financier de la protection sociale

Le monde pourrait financer la création de systèmes de protection sociale ou combler les déficits en termes de financement, tout en empruntant clairement la voie de la durabilité.

Selon les estimations de l'OIT, 78 milliards USD sont nécessaires si l'on souhaite combler le déficit financier pour atteindre l'ODD 1.3 dans les pays à faible revenu. Ce montant représente environ 16 % de leur PIB collectif, bien que, au niveau mondial, une telle somme reste marginale puisqu'elle représente moins de 0,25 % du PIB mondial.

La CSI soutient l'idée d'un fonds mondial qui permettrait de combler les déficits de financement de la protection sociale dans les pays les plus pauvres du monde, qui ne disposent pas d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour mettre en place leurs propres socles de protection sociale à court terme. Une telle initiative pourrait également s'accompagner d'un soutien technique pour aider les États à renforcer leur capacité à financer la protection sociale à moyen et long terme.

Un fonds mondial pour la protection sociale

Un fonds mondial pour la protection sociale permettant de relancer les systèmes de protection sociale nationaux serait tout à fait abordable, étant financé à partir de diverses sources, notamment:

- **Aide publique au développement.** Seulement 0,69 % de l'aide publique au développement provenant des gouvernements donateurs de l'OCDE/CAD est destinée à la protection sociale, alors qu'il est crucial de réduire la pauvreté et de soutenir le développement économique inclusif. Un fonds mondial pourrait supposer une augmentation de l'APD pour soutenir la création de systèmes de protection sociale.
- **Renforcement de la coopération internationale en matière de fiscalité.** Les estimations montrent que, par exemple, une taxe globale sur les transactions financières (TTF) à faible taux (0,01 à 0,05 %) pourrait potentiellement générer jusqu'à 480 milliards EUR au niveau mondial. Les taxes sur les opérations de change permettraient, en outre, de lever près de 33 milliards USD par an. Un seuil minimum d'imposition des sociétés coordonné au niveau international pourrait aussi être envisagé, en vue d'augmenter les recettes et lutter simultanément contre l'évasion fiscale, la concurrence fiscale et le dumping social.
- **Institutions financières internationales.** Les contributions pourraient provenir des fonds existants pour les programmes par pays. Ceci pourrait être complété par un allègement ou une annulation de la dette et un recours aux DTS pour dégager des liquidités.

Le financement d'un fonds mondial pour la protection sociale est un acte de solidarité pouvant être réalisé concrètement.